

# La culture, enjeu économique régional

## BRUXELLES Smart a réuni artistes et candidats pour débattre de l'avenir

- ▶ Le soutien au domaine culturel est aussi un enjeu dans la campagne pour les régionales bruxelloises.
- ▶ L'association professionnelle des métiers de la création veut faire bouger les choses.

C

inistes, musiciens, auteurs-compositeurs, plasticiens, auteurs, ingénieurs de son, ainsi de profession avec des statuts différentes que l'on regroupe communément sous le vocable « artiste ». Pourtant, leurs demandes ne sont pas les mêmes, leur vécu non plus. La culture revêt ainsi plusieurs visages et ne peut être abordée des débats politiques de ce mois de mai. Parce que les élections régionales bruxelloises sont aussi celles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, vu qu'un ministre du gouvernement bruxellois siège au sein de l'exécutif de la Fédération, de la Communauté française de Bruxelles (Cofac) et de la Communauté flamande de Bruxelles (VGC).

« A Bruxelles, le Cofac dispose de 2 % de l'enveloppe culturelle et les communes ont 20 % », indique Erle Laessle.

D'ailleurs, à Bruxelles, huit ministres sont compétents pour le domaine culturel. On recense un ministre à la Cofac, un à la VGC, le ministre de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui dispose du budget le plus important pour la capitale,

un ministre au fédéral pour la politique de l'emploi, un autre pour les musées royaux, un ministre régional pour l'emploi et enfin, le ministre-président bruxellois qui gère l'usage de Bruxelles. Difficile donc de coordonner toutes ces sensibilités politiques. « Quand nous allions à la Fédération Wallonie-Bruxelles pour demander des renseignements, nous nous apercevions que les fonctionnaires ne se parlaient pas d'un bureau à l'autre, explique un auteur-compositeur présent lors du débat organisé par Smart sur la culture à Bruxelles. En plus, on venait de nous révoquer. »

« Nous venons de créer un guichet des Arts, sorte de co-guichet où les artistes peuvent obtenir tous les renseignements qu'ils souhaitent », explique le candidat Hanneke Boss-Filys (CDH). Mais nous en sommes arrivés balbutieusement avec seulement une personne engagée. Dans le futur, on peut imaginer que ce guichet s'occupe aussi de l'accompagnement dans la recherche d'emploi ou de montage de projet. »

À Bruxelles, d'autres partis politiques souhaitent dynamiser les coopérations d'activités. « Ce-



À Bruxelles, la culture se veut aussi populaire, comme le prouve l'organisation de la Zineba Parade. © BELGA

la pourrait très bien répondre à la demande des artistes, précise David Leisterh pour le MIL. Quant au financement, nous pourrions réduire les charges patronales de ceux qui engagent des artistes, réduire les déductions fiscales pour le mécène. Une étude a également montré qu'on avait investi au théâtre de la Monnaie, en regardant à la Fédération flamande. »

La culture, développement économique est une thématique qui parle aux politiques. A

Bruxelles, la culture attire les touristes, les créateurs, les entreprises. « A Bruxelles, le Cofac dispose de 2 % de l'enveloppe culturelle et les communes ont 20 % », rappelle Karine Laloux (PS). A la Ville de Bruxelles, nous avons décidé de ne pas diminuer le financement pendant cette législature. Bruxelles a compris son intérêt et développe autour des quartiers pour la culture, comme la cité des médias à Regain. Après, nous pouvons engager les débats

pour le mécène et encourager le crowdfunding. Mais surtout, il est important qu'artistes reçoivent l'activation des citoyens. Il en va de la possibilité grâce à la réforme de l'Etat. »

Dans la salle, on interroge sur la priorité, la solidarité entre artistes, les droits d'auteur. Un artiste interpelle aussi directement les candidats sur la possibilité de créer un centre culturel alternatif. « C'est vrai que pendant longtemps, nous n'avons pas eu un lieu culturel ac-

tion l'origine, commente Zoi Genot (Belle). Mais cela ne rendrait pas bonne idée car cela permettrait de faire connaître les artistes indépendants. Il faut promouvoir l'art à l'école aussi comme élément de développement personnel sans pour autant que l'artiste perde ses avantages. »

VANESSA LUYLLIER

▶ P. 28 « QUE LA CULTURE SOIT AU CŒUR DU DÉBAT POLITIQUE »

## Modifier le contrôle des artistes

P

our chaque élection, Smart, l'association professionnelle des métiers de la création, file ses mémoires. Pour cette année, l'accès est mis sur les différents niveaux de pouvoirs puisque la réalité des artistes n'est pas totalement la même qu'ils vivent en Wallonie, à Bruxelles ou en Flandre.

« Si les institutions culturelles ont une personnalité et avec de nombreux artistes, si les industries culturelles créatives créent de la richesse, elles doivent se rappeler que sans les artistes, créatifs, inventifs et plus largement sans tous les métiers complémentaires et logiques sur lesquelles elles appuient leurs productions, elles n'existeraient tout simplement pas », rappelle Erle Laessle, le directeur de Smart.

Évidemment la réforme du statut d'artiste engagée par le fédéral depuis 2012, est au cœur des préoccupations de nombreux créateurs et techniciens mais elle n'est pas le seul sujet de revendication du milieu culturel. La Région bruxelloise a également son champ de compétence dans le domaine culturel même si les communautés française et flamande ont une part importante du budget.

Smart plaide ainsi pour une politique de l'emploi adaptée aux personnes professionnelles dans les métiers de la création. Un artiste ne cherche pas de l'emploi en envoyant des CV. Les politiques doivent donc prendre en compte les spécificités de ces métiers dans la politique économique ainsi que dans l'aménagement du territoire. Avec la réforme de l'Etat, les artistes disposent de missions de contrôle précédemment dévolues à l'Etat et peuvent alors adapter les moyens d'activation.

Smart salue l'approche par la



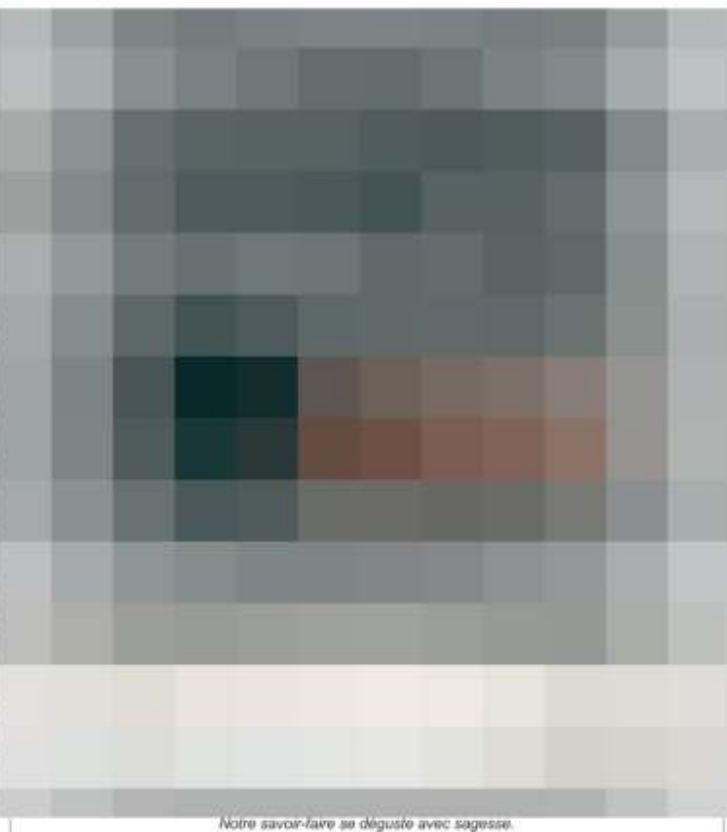
Le mémorandum de Smart met l'accent sur le statut. © 14

Cofac d'un plan culturel pour Bruxelles ambitieux et cohérent. Malheureusement, l'absence de perspective budgétaire, les propositions élaborées dans ce document risquent de rester à l'état de vœux pieux.

Smart invite ainsi le prochain gouvernement à chiffrer et financer ce plan, inclure la culture et la création dans son programme de développement économique, développer des collaborations avec les différents niveaux de pouvoirs pour coconstruire les politiques, favoriser le développement de projets biculturels en s'appuyant sur l'accord de coopération signé entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté flamande, tirer profit de sa position de capitale de l'Europe pour développer une politique en faveur de l'accueil et de la circulation des artistes et créateurs européens.

Enfin, Smart demande à la Cofac d'investir significativement dans la culture et la création pour donner à Bruxelles un rayonnement symbolique digne de son statut international.

Enfin, les artistes sont nombreux à demander le développement d'une initiation artistique au niveau de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que cela ne mette en péril l'obtention de leur statut d'artiste. ■



Notre savoir-faire se déguste avec sagesse.

VIA